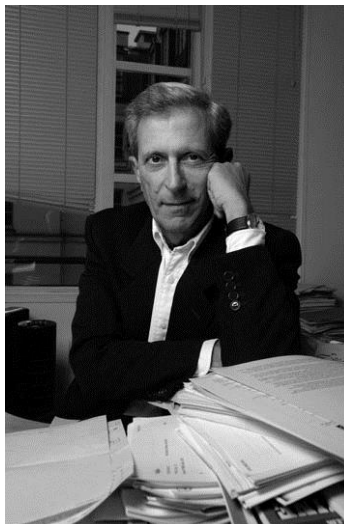




le cercle - réfléchir les droits de l'homme
think-tank de la Licra

Entretien Avec Samy Cohen



Samy Cohen est directeur de recherche émérite à CERI-
Sciences Po, spécialiste des questions de politique
étrangère et de défense

En Israël, les valeurs liées à la démocratie, aux droits de l'Homme et à la justice, se sont érodées. Dans les années 80, le camp de la paix pouvait faire descendre 100 000 Israéliens dans la rue, aujourd'hui il semble inaudible. Faut-il en conclure pour autant que le camp de la paix n'existe plus ? C'est la question que pose Samy Cohen, dans son récent ouvrage, Israël et ses colombes. Enquête sur le camp de la paix, aux Editions Gallimard, Décembre 2016

Comment ce livre a-t-il démarré ?

A partir de 2009-2010, suite à l'opération Plomb durci, je me suis posé la question où sont passés les mouvements de paix. On a donné bien trop souvent le mouvement israélien de la paix pour mort. J'ai découvert que les choses sont plus compliquées. Au cours de ce demi-siècle ont émergé trois grands types de camps de la paix. On compte d'abord celui des grands précurseurs qui dès 1967 vont militer pour la reconnaissance du fait national palestinien. La plupart d'entre eux viennent de l'establishment politico-militaire comme Arye Lova Eliav, le général Matti Peled, le colonel Meïr Païl, ou du journalisme comme Uri Avnery... Ils sont en avance d'un quart de siècle sur Rabin et Peres qui concluront les accords d'Oslo.

Fin des années 1979, émerge *La paix maintenant* qui réussit à se transformer en un mouvement de masse. Elle va d'abord mobiliser sur le thème de la paix avec l'Egypte puis contre la guerre au Liban. Puis enfin contre le massacre de Sabra et Chatila commis par les phalanges libanaises sous le regard impassible des militaires israéliens. 400 000 personnes vont descendre dans la rue réclamer une commission d'enquête. Celle-ci sera mise sur pied par le Premier ministre de l'époque, Menahem Bégin. Elle conclura à la responsabilité indirecte des forces israéliennes et obtiendra la démission du ministre de la Défense, Ariel Sharon.

Le troisième type est celui des petites et moyennes associations de paix et de droits de l'homme qui a pris de l'ampleur malgré la poursuite des attentats. Beaucoup d'Israéliens n'ont plus confiance dans les partis politiques. Ils veulent agir par eux-mêmes. On compte aujourd'hui plus de cent associations de paix et de droits de l'homme. Chacune d'elle peut mobiliser entre quelques dizaines et quelques milliers de personnes.

On distingue quatre mouvances d'ONG : 1/ Celles qui font du « Peace Making » par le haut afin de faire avancer une solution politique. 2/ Les ONG qui font du « Peace Making » par le bas, militant avec des Palestiniens. 3/ Les ONG des droits de l'homme dont l'activisme comporte un message implicite de paix. 4/ J'y ajouterai la mouvance des « électrons libres », des hommes et des femmes qui agissent individuellement pour abattre les cloisons psychologiques qui séparent Israéliens et Palestiniens.

Ce qui est également intéressant c'est le grand nombre de jeunes militaires qui vont se mobiliser pour la paix et contre l'occupation. Cet engagement a de quoi surprendre dans un pays en guerre. Je crois que cela tient au fait que les militaires israéliens ont un sens plus grand de l'importance de la vie que les dirigeants politiques, plus marqués idéologiquement. Qu'ont-ils apporté les uns et les autres ? D'abord l'acceptation du fait national palestinien par la majorité des Israéliens. Une majorité des Israéliens se rangent derrière la solution à deux Etats. C'était impensable il y a vingt ans. Ces organisations font également un travail de destruction des « murs » qui existent dans la tête des Israéliens et des Palestiniens, murs de la haine et de la peur.

Qu'ont-elles de commun ?

Elles tendent vers le même objectif, la paix, mais les chemins qu'elles empruntent sont différents. Ainsi, si certaines pensent qu'il n'est pas souhaitable d'aborder des questions trop sensibles telles que la guerre de 1948, d'autres, au contraire, pensent que c'est indispensable. Certaines veulent se montrer « apolitiques », ne pas se laisser entraîner à des critiques à l'encontre du gouvernement qui les marqueraient « à gauche ». D'autres, inversement, n'hésitent pas à cibler directement le Premier ministre et le gouvernement, responsables à leurs yeux du maintien du statu quo. Enfin, la question des alliances et des coalitions est primordiale.

N'observe-t-on pas dans le camp de la paix une certaine lassitude ?

Oui en partie. Parmi les intellectuels, les universitaires, les militants, la lassitude, voire le défaitisme, tendent à l'emporter. Beaucoup ne croient plus à la possibilité de défaire ce que les différents gouvernements, de droite comme de gauche, ont fait en matière de colonisation. Des intellectuels très appréciés, tels David Grossman et A.B. Yehoshua, ont pu dire « la droite a gagné ». Mais la prolifération de petites et moyennes associations de paix et de droits de l'homme se poursuit. Certaines d'entre elles refusent de déposer les armes et continuent à agir comme si la paix était à portée de main. Les ONG de droits de l'homme sont loin d'être démobilisées. Elles poursuivent leur rôle de vigie quelle que soit l'hostilité avec laquelle leurs rapports sont accueillis.

On a souvent affirmé que la société israélienne s'est « droitisée » ?

La notion de droitisation doit être relativisée. Tout dépend à quoi l'on se réfère : à la dimension électorale ? A l'auto-identification partisane ? Ou aux affinités idéologiques ? Concernant le vote, on assiste plutôt à une « dé-gauchisation » des partis dits de gauche : entre 1995 et 2009, le parti travailliste et le Meretz ont perdu 20 points, mais ce recul s'est fait au profit des formations centristes et non pas au profit de la droite (Likoud) qui n'a gagné que trois points pendant la même période.

Par ailleurs, seul un tiers du public israélien se considère comme « de droite », 8 à 12% de gauche et 55% au centre, un grand marais qui peut basculer d'un côté comme de l'autre. En revanche, la droitisation est manifeste sur le plan idéologique puisque les valeurs de droite – sécurité et colonisation – sont devenues prédominantes. Si la gauche a perdu bon nombre de ses électeurs dans le même temps la solution à deux Etats a gagné les faveurs d'une partie de ceux de la droite. Des leaders faucons du Likoud se sont ralliés à ses mots d'ordre. Ariel Sharon, protecteur des colons, procède en 2005 à leur évacuation de la bande de Gaza.

En 2007, Ehud Olmert, un faucon avéré, engage des négociations de paix avec l'Autorité palestinienne. Tsipi Livni, autrefois proche des faucons du Likoud, parle aujourd'hui un langage emprunté à la gauche colombe. Il s'est produit là un mouvement similaire à celui des plaques tectoniques. Cela étant, la droite dure et l'extrême-droite dominant aujourd'hui sur le plan idéologique, martelant le même discours, celui de la peur et de la défense de l'identité juive.

Qui est responsable du blocage politique aujourd'hui ?

Il y a un ensemble de facteurs qui jouent dans ce sens. Nul processus de paix ne pourra émerger sans la présence de leaders politiques de grande envergure des deux côtés, porteurs d'une vision d'avenir, capables de rassurer leur peuple autant que celui du camp adverse. Or, sur ce chapitre, rien de bien prometteur ne se profile à l'horizon même si l'alternance politique n'est pas inconcevable. En mars 2015, le parti travailliste et ses alliés centristes n'étaient pas loin de l'emporter. Mais ces partis ne sont pas prêts à prendre à bras le corps la question du conflit israélo-palestinien car ils sont à la recherche des voix de la droite modérée pour qui le conflit n'est pas prioritaire. Les relations israélo-palestiniennes, par ailleurs, sont l'otage de quelques jusqu'aboutistes qui se sont arrogés un droit de veto sur tout accord négocié. Le problème des réfugiés palestiniens, le plus sensible de tous, paraît sans issue, du moins à court et à moyen terme. Tant que les Palestiniens estimeront que leur « droit au retour » est inaliénable ; tant que les Israéliens n'auront pas intériorisé la nécessité de mettre sur pied un vrai plan Marshall international, du type de celui que réclamait, en 1967, ce grand précurseur que fut Lova Eliav ; tant que ne sera pas reconnue, ne serait-ce que symboliquement, la souffrance des réfugiés de 1948, comme le demandent les ONG israéliennes de réconciliation, ce problème demeurera un abcès de fixation empêchant tout progrès dans les relations entre les deux peuples.

Entretien réalisé par Martine Benayoun, Présidente-fondatrice – Le cercle de la Licra-réfléchir les droits de l'homme – Février 2017

Les contenus des notes et des entretiens du Cercle de la Licra ne représentent ni les positions du Cercle de la Licra ni celles de la Licra mais nourrissent nos réflexions communes. Ils peuvent en revanche faire l'objet de propositions après discussion au sein du Bureau Exécutif de la Licra et d'un vote au Conseil Fédéral de la Licra.